



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.033/4
du 21 mars 2017

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant
les modalités d'engagement et
de rémunération des membres
du personnel contractuel de
l'Agence fédérale de la Dette'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.033/4
van 21 maart 2017

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende vaststelling
van de wijze van de
aanwerving en bezoldiging van
de contractuele
personeelsleden van het
Federaal Agentschap van de
Schuld'

Le 22 février 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les modalités d'engagement et de rémunération des membres du personnel contractuel de l'Agence fédérale de la Dette'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 21 mars 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 mars 2017.

*

Op 22 februari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende vaststelling van de wijze van de aanwerving en bezoldiging van de contractuele personeelsleden van het Federaal Agentschap van de Schuld'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 21 maart 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 maart 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Les exemplaires du projet joints à la demande d'avis adressée au Conseil d'État diffèrent de l'exemplaire authentique. Cette discordance doit être évitée à l'avenir.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il est rare qu'un organisme d'intérêt public de catégorie A, soumis à la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' et dépendant du ministre des Finances, n'occupera plus, comme cela semble devoir être le cas des membres du personnel de l'Agence fédérale de la Dette (ci-après « l'Agence ») que des personnes engagées sous contrat de travail. Il en résulte des articulations parfois difficiles dans l'application de règles et procédures qui s'apparentent plus au droit de la fonction publique qu'aux pratiques du secteur privé où le contrat de travail est la règle.

Dans un souci de transparence et de sécurité juridique, notamment au regard des procédures de recrutement et d'application des dispositifs de nature rémunératoire que le projet met en place, il est recommandé d'accompagner ce projet d'un rapport au Roi qui explicite précisément le dispositif en projet. Les observations particulières qui suivent illustreront les questions que soulèvent certains articles et qu'il y a lieu de résoudre.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'exception de son chapitre II, l'arrêté en projet se fonde sur les deux premiers alinéas de l'article 9 de la loi du 25 octobre 2016 'portant création de l'Agence fédérale de la Dette et suppression du Fonds des Rentes' ainsi que sur l'article 5, § 2, alinéa 3, de cette loi : la fin de l'alinéa 2 doit être adaptée en conséquence, de même que l'alinéa 1^{er}, car il n'est pas pertinent de viser les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, s'agissant d'un arrêté applicable aux membres du personnel contractuel de l'organisme d'intérêt public créé par la loi précitée.

Il y a en revanche lieu de viser l'article 108 de la Constitution, dès lors que les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté en projet ont trait aux anciens membres du personnel contractuel du Fonds des Rentes transférés à l'Agence par l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée qui précise :

« [l]es membres du personnel du Fonds des Rentes engagés par contrat de travail au moment de la suppression du Fonds des Rentes, sont transférés à l'Agence, avec maintien de leurs qualité et droits, de leur ancienneté, de leur salaire, de leurs indemnités et suppléments et autres avantages qui leur ont été accordés conformément à la réglementation ou au contrat de travail ».

Ces articles 3, 4 et 5 du projet trouvent en effet leur fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution des lois pour la mise en œuvre de cet article 9, alinéa 3¹.

2. Conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 'portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités',

« [l]es mesures prises à la suite de la négociation ou de la concertation mentionnent la date du protocole ou de l'avis motivé, visés respectivement à l'article 9 et à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi ».

Le protocole relatif aux négociations menées le 7 décembre 2016 au sein du Comité de secteur II – Finances est daté du 22 décembre 2016; c'est par conséquent cette dernière date qui doit être mentionnée à l'alinéa 6².

3. L'alinéa 8 sera omis puisque c'est l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o (et non 3^o comme erronément mentionné à l'alinéa 9), des lois coordonnées sur le Conseil d'État qu'il y a lieu de viser³. D'une part, il n'y a donc plus lieu de mentionner les motifs de l'urgence et, d'autre part, l'alinéa 9 sera corrigé.

DISPOSITIF

Articles 3 et 4

1. Selon l'article 3, alinéa 3, du projet, tel que transmis en copie :

« [l]e membre du personnel conserve son traitement et son échelle de traitement antérieurs si ceux-ci sont plus favorables ».

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.1, hypothèse d).

² La concertation qui a eu lieu en comité de secteur a débouché sur un désaccord de toutes les organisations syndicales. Il est dans les usages que le dossier joint à la demande d'avis comporte des éléments de réponse aux objections formulées dans le cadre de la concertation. Ce faisant en effet, l'auteur démontre la raison d'être et donc l'utilité de mener une telle concertation. Il aurait été indiqué que cela fut le cas aussi dans ce dossier.

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.2.

La question se pose de savoir comment combiner cette disposition avec celle de l'article 12, § 2, du projet que l'article 4 rend applicable aux membres du personnel contractuel du Fonds des Rentes repris par l'Agence.

Dans son avis du 9 décembre 2016, l'Inspecteur des Finances observe :

« Op 30 juni 2016 werd in het kader van de verantwoording van de dotatie 2017 voor het agentschap de actuele barema's van het personeel rentefonds bezorgd aan de Inspectie van financiën.

Als ze die barema's vergelijkt met wat nu voorgesteld wordt moet ze vaststellen dat de barema's van de directeur, directeur 3, onderdirecteur, kader (indien NA33) dalen. De programmeur NBI5 zal minder hebben in het begin van zijn loopbaan en meer op het einde. De kader NA34 en de analyst-programmeur gaan er sterk op vooruit in het begin van zijn loopbaan en op vooruit op het einde. De secretaris gaat er sterk op vooruit dankzij de B3 daar waar ze op basis van het actuele barema maar B2 zou mogen krijgen. Gelet op de anciënniteit van betrokkene is het toekennen van B3 echter begrijpelijk.

De vraag moet echter gesteld worden waarom men een hogere schaal toekent gelet op artikel 3 tweede lid die elkeen garandeert dat het personeelslid aan wie een nieuwe weddenschaal wordt toegekend, toch zijn vorige schaal behoudt indien deze wedde gunstiger is. Dit is wellicht te verantwoorden door de wens om deze personeelsleden zoveel als mogelijk in te schalen in de gemene weddenscalen van het federaal openbaar ambt ».

2. Il va de soi que le transfert des membres du personnel contractuel du Fonds des Rentes à l'Agence devra, pour chacun d'entre eux, faire l'objet d'un avenant – de préférence, en l'espèce, écrit au vu des enjeux de rémunération importants pour le membre du personnel – à leur contrat qui constate le consentement des parties au transfert. Par ailleurs, la rémunération étant un élément essentiel du contrat de travail, il convient de préciser dans cet avenant de quels traitement et échelle l'agent va dorénavant bénéficier puisque soit ce traitement s'inscrit dans les échelles de traitement énoncées à l'article 12, § 2, du projet, soit le traitement et son échelle perçus par le membre du personnel sont plus favorables que ceux mentionnés à cet article 12, § 2, et dans ce cas, il y a lieu de constater dans l'avenant lesquels ils sont au moment du transfert.

En d'autres termes, lors de son passage du Fonds des Rentes à l'Agence, le travailleur sous contrat de travail doit se voir attribuer un titre ou grade en rapport avec la fonction qu'il est appelé à exercer ainsi qu'une échelle de traitement dans laquelle il est tenu compte de l'ancienneté qui est la sienne au Fonds des Rentes. Tant que cette rémunération est supérieure à celle de son nouveau contrat, elle continue à lui être versée. Il n'est pas besoin de comparer des échelles de traitement. C'est en ce sens que la disposition doit être rédigée.

La version authentique de l'article 3, alinéa 2, dispose :

« Le membre du personnel auquel une nouvelle échelle de traitement est attribuée, obtient son échelle antérieure si le traitement qu'elle accorde est plus favorable ».

Ainsi rédigée, cette version traduit sans doute mieux l'intention de l'auteur du texte. Toutefois, le mot « si » est incorrectement utilisé : ce sont les mots « aussi longtemps que » qui devraient l'être. Par ailleurs, mieux vaut remplacer le verbe « obtenir » par le verbe « conserver ».

3. Cependant, si telle n'est pas l'intention de l'auteur du texte, il convient qu'il s'en explique dans le rapport au Roi suggéré dans l'observation générale. Un tel rapport paraît d'autant plus nécessaire que l'Inspecteur des Finances observe, en conclusion, d'une manière générale :

« De wetgever heeft bij wet van 25 oktober 2016 houdende oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en de opheffing van het Rentenfonds beslist dat personeelsleden van het Agentschap worden geselecteerd door het Agentschap en worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst. De modaliteiten van deze overeenkomsten moeten worden bepaald door het Staatshoofd.

Verder bepaalt het Staatshoofd eveneens de aanwervingsregels en legt hij de bezoldiging vast waarop deze contractuele werknemers recht hebben. Dit wordt geregeld in het hier voorliggende besluit. Gelet op de taken waarmee de hier bedoelde personeelsleden belast zijn, en de daarmee samenhangende financiële belangen is het een illusie om deze personeelsleden binnen het sjabloon van het federaal openbaar ambt te passen. De wetgever heeft dit goed begrepen en ook het nu voorliggende ontwerp wijkt op vele punten af van de gemene regels van het openbaar ambt ».

Articles 5 et 6

L'article 5 du projet précise que

« [l']arrêté royal du 28 novembre 2008 remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public n'est pas applicable au personnel visé au présent chapitre ».

Si les membres du personnel en question bénéficiaient de cette allocation avant leur transfert à l'Agence, l'article 5 n'est pas conforme à l'article 9, alinéa 3, de la loi du 25 octobre 2016. Il doit être omis.

Si tel n'était pas le cas, la question se pose de savoir pourquoi, par application de l'article 6 du projet, les membres du personnel nouvellement engagés obtiendront le bénéfice de cette allocation alors que les membres du personnel transférés en seront exclus. Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité. Ces précisions figureront dans le rapport au Roi. À défaut, la disposition sera omise.

Article 6

Telle qu'elle est rédigée, la disposition ne s'applique qu'au « personnel visé au présent chapitre »⁴, c'est-à-dire, semble-t-il, au seul personnel contractuel qui sera engagé par l'Agence et non à celui qui lui est transféré. La portée du texte n'est donc pas claire. Par ailleurs,

⁴ Les intitulés d'un acte ou d'une division d'un texte sont dépourvus de portée normative, notamment quant au champ d'application des dispositions qui les suivent.

Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 65.

aucune justification ne ressort du dossier qui permette de justifier cette différence de traitement et la section de législation n'en aperçoit pas. La disposition sera revue en conséquence.

Article 9

Afin d'éliminer tout malentendu sur la portée de la règle, l'article 9, § 2, sera mieux rédigé comme suit :

« La commission ne délibère valablement qu'en présence de la majorité de ses membres dont le membre mentionné à l'article 8, § 2 ».

Articles 10, 11 et 12

Selon l'article 10,

« Les profils de fonction du [candidat à recruter] sont établis par le comité stratégique de l'agence. Un appel aux candidats reprenant ces profils est publié au *Moniteur belge*. Le règlement de sélection reprend :

- 1° la description de fonction ;
- 2° les conditions d'admissibilités (sic) ;
- 3° le délai et la forme de présentation des candidatures ainsi que les pièces à produire ;
- 4° le cas échéant, le nombre maximal de candidats admissibles à l'épreuve orale prévue à l'article 11, alinéa 2 [lire § 2] ;
- 5° le cas échéant, l'organisation de l'épreuve supplémentaire prévue à l'article 11, § 2 ;
- 6° la constitution éventuelle d'une réserve de recrutement et le cas échéant, son importance et sa durée de validité ».

Il ressort de l'article 12, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du projet que le membre du personnel engagé porte l'un des titres mentionnés dans la première colonne du tableau figurant en annexe II au projet et qu'il obtient l'échelle de traitement correspondant mentionnée dans la troisième colonne de ce même tableau.

La section de législation se demande si des raisons particulières existent pour ne pas mentionner, dans l'avis publié au *Moniteur belge*, le titre lié à la fonction à pourvoir ainsi que la rémunération attachée à ce titre avec son minimum et son maximum et la possibilité offerte par l'article 12, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de valoriser une expérience utile. Puisque l'Agence entend, en recourant à des engagements contractuels, s'adresser à des candidats présentant des qualifications particulièrement pointues au regard de la fonction à pourvoir, nul doute que l'aspect financier peut représenter un attrait particulier.

En revanche, la section de législation se demande d'une part pourquoi limiter déjà dans l'appel aux candidats le nombre maximal de candidats admissibles à l'épreuve orale qui constitue la dernière épreuve du parcours de recrutement et d'autre part quelle est la portée de l'expression « le cas échéant ».

Cette limitation est-elle liée au nombre de postes à pourvoir effectivement ainsi que cela pourrait résulter de la lecture de l'article 11, §1^{er}, alinéa 2, du projet ? Si c'est là l'intention de l'auteur du texte, la disposition doit être rédigée plus clairement. Toutefois, dans cette hypothèse, la section de législation ne comprend pas comment les 4^o et 6^o de l'article 10 du projet sont appelés à s'articuler sauf dans l'hypothèse où le recrutement n'aurait pour seul objectif que de constituer, sur la base de l'article 10, 6^o, du projet, une réserve de recrutement.

En tout état de cause, la section de législation observe que l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, du projet règle l'hypothèse dans laquelle le nombre de candidats jugés les plus aptes, excèderait le nombre maximal de candidats admissibles à l'épreuve orale qui serait fixé dans l'appel aux candidats conformément à l'article 10, 4^o, du projet. Il prévoit en effet que « [l]e nombre de lauréats de cette épreuve ne pourra pas excéder celui prévu à cet effet dans le règlement de sélection. Seuls ces candidats seront admis à l'épreuve orale prévue au § 2 ».

À cet égard, le dispositif en projet reste en défaut de préciser les critères objectifs et conformes au principe d'égalité sur la base desquels les lauréats auront ou non accès à l'épreuve orale.

Le projet doit être complété à cet égard.

Article 11

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il est question de « jour ouvrable ». La loi du 25 octobre 2015 ne le définit pas. Cette notion ne recevant aucune qualification juridique précise et l'arrêté ayant vocation à s'appliquer dans des contextes dans lesquels la notion de jour ouvrable peut varier, il conviendrait soit de la définir, soit de prévoir un délai calculé en « jours ».

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

La division en chapitres sera omise : elle n'ajoute rien à la lisibilité d'un arrêté qui compte si peu d'articles.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De exemplaren van het ontwerp die samen met de adviesaanvraag aan de Raad van State zijn overgezonden, verschillen van het authentieke exemplaar. Een dergelijk gebrek aan overeenstemming moet in de toekomst worden vermeden.

ALGEMENE OPMERKING

Het komt zelden voor dat een instelling van openbaar nut van categorie A, die onder de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ valt en die onder de autoriteit van de minister van Financiën staat, enkel nog personen tewerkstelt die met een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven, zoals dat blijkbaar het geval zal zijn voor de personeelsleden van het Federaal Agentschap van de Schuld (hierna “het Agentschap”). Daaruit vloeit voort dat de toepassing van regels en procedures die eerder aanleunen bij het ambtenarenrecht dan bij de praktijken van de privésector – waar de arbeidsovereenkomst de regel is – soms weinig samenhang vertoont.

Met het oog op de duidelijkheid en de rechtszekerheid, in het bijzonder ten aanzien van de procedures voor de aanwerving en de toepassing van wat in het ontwerp wordt bepaald aangaande de bezoldiging, verdient het aanbeveling bij dat ontwerp een verslag aan de Koning te voegen waarin de ontworpen tekst nauwkeurig wordt toegelicht. De volgende bijzondere opmerkingen maken duidelijk welke vragen sommige artikelen doen rijzen, vragen die dus een oplossing behoeven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Met uitzondering van hoofdstuk II steunt het ontwerpbesluit op de eerste twee leden van artikel 9 van de wet van 25 oktober 2016 ‘houdende oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentenfonds’ en op artikel 5, § 2, derde lid, van die wet. Het einde van het tweede lid moet dienovereenkomstig worden aangepast. Ook het eerste lid moet worden aangepast. Het heeft immers geen zin om te verwijzen naar de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet daar het gaat om een besluit dat geldt voor de contractuele personeelsleden van de instelling van openbaar nut die bij de voornoemde wet is opgericht.

Aan de andere kant moet artikel 108 van de Grondwet worden vermeld, aangezien de artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerpbesluit betrekking hebben op de vroegere leden van het contractueel personeel van het Rentefonds die naar het Agentschap zijn overgeheveld bij artikel 9, derde lid, van de voornoemde wet, dat als volgt luidt:

“De op het ogenblik van de opheffing van het Rentefonds bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden van het Rentefonds, worden overgedragen aan het Agentschap met behoud van hun hoedanigheid en rechten, hun anciënniteit, hun loon, vergoedingen en toelagen en andere voordelen die hen overeenkomstig de reglementering of arbeidsovereenkomst verleend werden”.

Die artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp ontleen de rechtsgrond voor de tenuitvoerlegging van dat artikel 9, derde lid, immers aan de algemene bevoegdheid om uitvoering te geven aan wetten.¹

2. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 ‘tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’ bepaalt dat

“[d]e maatregelen die na onderhandeling of overleg worden genomen, (...) de datum [vermelden] van het protocol of van het met redenen omkleed advies, respectievelijk bedoeld in artikel 9 of in artikel 11, § 1, derde lid, van de wet.”

Het protocol betreffende de onderhandelingen die op 7 december 2016 in Sectorcomité II-Financiën zijn gevoerd, dateert van 22 december 2016. Bijgevolg moet die datum in het zesde lid worden vermeld.²

3. Het achtste lid moet worden weggelaten aangezien moet worden verwezen naar artikel 84, § 1, eerste lid, 2° (en niet 3°, zoals in het negende lid verkeerdelijk staat) van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.³ Enerzijds moet de spoedeisendheid dus niet meer worden gemotiveerd en anderzijds moet het negende lid worden verbeterd.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.1, hypothese d).

² De uitkomst van het overleg in het sectorcomité is dat geen enkele vakorganisatie akkoord gaat met het ontwerp. Het is gebruikelijk dat in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, wordt vermeld hoe is geantwoord op de tegenwerpingen die tijdens het overleg zijn geformuleerd. Op die manier toont de steller immers de reden van bestaan en dus het nut van een dergelijk overleg aan. Het ware beter geweest dat dat ook in dit dossier was gebeurd.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.2.

DISPOSITIEFArtikelen 3 en 4

1. De versie van artikel 3, derde lid, van het ontwerp zoals die te lezen staat op de overgezonden kopie, luidt als volgt:

“Het personeelslid behoudt zijn wedde en vorige weddeschaal indien deze gunstiger zijn”.

De vraag rijst hoe die bepaling te rijmen valt met artikel 12, § 2, van het ontwerp, dat bij artikel 4 toepasselijk wordt gemaakt op de contractuele personeelsleden van het Rentefonds die door het Agentschap zijn overgenomen.

De inspecteur van Financiën merkt in zijn advies van 9 december 2016 het volgende op:

“Op 30 juni 2016 werd in het kader van de verantwoording van de dotatie 2017 voor het agentschap de actuele barema's van het personeel rentefonds bezorgd aan de Inspectie van financiën.

Als ze die barema's vergelijkt met wat nu voorgesteld wordt moet ze vaststellen dat de barema's van de directeur, directeur 3, onderdirecteur, kader (indien NA33) dalen. De programmeur NBI5 zal minder hebben in het begin van zijn loopbaan en meer op het einde. De kader NA34 en de analyst-programmeur gaan er sterk op vooruit in het begin van zijn loopbaan en op vooruit op het einde. De secretaris gaat er sterk op vooruit dankzij de B3 daar waar ze op basis van het actuele barema maar B2 zou mogen krijgen. Gelet op de anciënniteit van betrokkene is het toekennen van B3 echter begrijpelijk.

De vraag moet echter gesteld worden waarom men een hogere schaal toekent gelet op artikel 3 tweede lid die elkeen garandeert dat het personeelslid aan wie een nieuwe weddenschaal wordt toegekend, toch zijn vorige schaal behoudt indien deze wedde gunstiger is. Dit is wellicht te verantwoorden door de wens om deze personeelsleden zoveel als mogelijk in te schalen in de gemene weddenscalen van het federaal openbaar ambt”.

2. Het spreekt vanzelf dat de overheveling van elk lid van het contractueel personeel van het Rentefonds naar het Agentschap moet worden geregeld met een bijvoegsel bij zijn overeenkomst – *in casu* liefst schriftelijk, aangezien dit belangrijke gevolgen kan hebben voor de bezoldiging van het personeelslid – waarin wordt vastgesteld dat de partijen instemmen met de overheveling. Aangezien de bezoldiging een essentieel onderdeel is van de arbeidsovereenkomst, moet in dat bijvoegsel voorts worden gepreciseerd welke wedde en weddeschaal het personeelslid voortaan zal hebben. Ofwel krijgt hij een wedde overeenkomstig de weddescalen die in artikel 12, § 2, van het ontwerp worden bepaald, ofwel zijn de wedde en de weddeschaal van het personeelslid gunstiger dan die welke in dat artikel 12, § 2, worden vermeld en moet in dat geval in het bijvoegsel bij de overeenkomst worden vastgesteld welke wedde en weddeschaal het personeelslid op het ogenblik van de overheveling heeft.

Met andere woorden, de werknemer met arbeidsovereenkomst moet bij zijn overheveling van het Rentefonds naar het Agentschap een titel of graad krijgen die in overeenstemming is met de functie die hij moet uitoefenen, en een weddeschaal die rekening

houdt met zijn anciënniteit bij het Rentefonds. Zolang die bezoldiging hoger is dan die van zijn nieuwe overeenkomst, blijft hij die ontvangen. Het is onnodig weddeschalen te vergelijken. De bepaling moet in die zin worden geredigeerd.

De authentieke versie van artikel 3, tweede lid, luidt als volgt:

“Het personeelslid aan wie een nieuwe weddenschaal (lees: weddeschaal) wordt toegekend, krijgt zijn vorige schaal indien deze wedde gunstiger is”.

Aldus geredigeerd, vertolkt die versie waarschijnlijk beter de bedoeling van de steller van de tekst. Het woord “indien” is echter verkeerd gebruikt: beter is het “zolang” te schrijven. Voorts zou het woord “krijgt” beter worden vervangen door het woord “behoudt”.

3. Indien dat echter niet de bedoeling van de steller van de tekst is, moet hij dat toelichten in het verslag aan de Koning, dat, zoals in de algemene opmerking is voorgesteld, opgesteld zou moeten worden. Een dergelijk verslag lijkt des te noodzakelijker daar de inspecteur van Financiën de volgende algemene conclusie formuleert:

“De wetgever heeft bij wet van 25 oktober 2016 houdende oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en de opheffing van het Rentenfonds beslist dat personeelsleden van het Agentschap worden geselecteerd door het Agentschap en worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst. De modaliteiten van deze overeenkomsten moeten worden bepaald door het Staatshoofd.

Verder bepaalt het Staatshoofd eveneens de aanwervingsregels en legt hij de bezoldiging vast waarop deze contractuele werknemers recht hebben. Dit wordt geregeld in het hier voorliggende besluit. Gelet op de taken waarmee de hier bedoelde personeelsleden belast zijn, en de daarmee samenhangende financiële belangen is het een illusie om deze personeelsleden binnen het sjabloon van het federaal openbaar ambt te passen. De wetgever heeft dit goed begrepen en ook het nu voorliggende ontwerp wijkt op vele punten af van de gemene regels van het openbaar ambt”.

Artikelen 5 en 6

Artikel 5 van het ontwerp luidt als volgt:

“Het koninklijk besluit van 28 november 2008 tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt is niet van toepassing op het in dit hoofdstuk bedoelde personeel”.

Indien de personeelsleden in kwestie die toelage vóór hun overheveling naar het Agentschap kregen, is artikel 5 niet in overeenstemming met artikel 9, derde lid, van de wet van 25 oktober 2016. Het moet worden weggelaten.

In het andersluidende geval rijst de vraag waarom de nieuw aangeworven personeelsleden die toelage overeenkomstig artikel 6 van het ontwerp wel krijgen, terwijl de overgehevelde personeelsleden ze niet krijgen. De steller van het ontwerp moet die verschillende behandeling kunnen rechtvaardigen in het licht van het gelijkheidsbeginsel. Die toelichtingen

moeten in het verslag aan de Koning worden opgenomen. Anders moet de bepaling worden weggelaten.

Artikel 6

Zoals de bepaling is geredigeerd, geldt ze enkel voor “het in dit hoofdstuk bedoelde personeel”,⁴ dus blijkbaar enkel voor het contractueel personeel dat het Agentschap aanwerft, en niet voor het contractueel personeel dat naar het Agentschap wordt overgeheveld. De strekking van de tekst is dus niet duidelijk. Bovendien wordt nergens in het dossier een gegronde reden gegeven voor dat verschil in behandeling en ook de afdeling Wetgeving ziet er geen. De bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 9

Om ieder misverstand over de strekking van de regel uit te sluiten, zou het beter zijn artikel 9, § 2, als volgt te redigeren:

“De commissie beraadslaagt alleen geldig indien de meerderheid van haar leden aanwezig is, onder wie het lid vermeld in artikel 8, § 2”.

Artikelen 10, 11 en 12

Artikel 10 luidt als volgt:

“De functieprofielen [van de aan te werven kandidaat] worden opgemaakt door het strategisch comité van het agentschap. Een oproep tot kandidaten die deze profielen opneemt wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Het selectiereglement bevat:

1° de functiebeschrijving;

2° de toelatingsvoorwaarden;

3° de termijn en vorm van de indiening van de kandidaturen alsook de op te leveren stukken;

4° Indien nodig het maximaal aantal toegelaten kandidaten tot de mondelinge proef overeenkomstig (lees: bedoeld is) artikel 11, tweede lid (lees: § 2);

5° Indien nodig, de organisatie van een bijkomende proef overeenkomstig artikel 11, § 2;

6° de eventuele aanleg van een wervingsreserve en indien nodig, de omvang en de geldigheidsduur ervan”.

⁴ Het opschrift van een handeling of van een onderverdeling van een tekst heeft geen normatieve waarde, met name niet wat betreft de werkingssfeer van de bepalingen die erop volgen. *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 65.

Uit artikel 12, § 1, tweede en derde lid, van het ontwerp blijkt dat het aangeworven personeelslid een van de graden heeft die genoemd worden in de eerste kolom van de tabel in bijlage II bij het ontwerp en dat hij de bijhorende weddeschaal heeft die in de derde kolom van die tabel staat.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of er bijzondere redenen zijn waarom in de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* geen gewag wordt gemaakt van de graad die aan de vacante functie verbonden is, noch van de daarbij horende bezoldiging, met het minimum en het maximum, en van de mogelijkheid, vervat in artikel 12, § 1, tweede en derde lid, om nuttige ervaring te valoriseren. Aangezien het Agentschap van plan is zich via contractuele aanwervingen te richten tot kandidaten met zeer specifieke kwalificaties voor de vacante functie, staat het buiten kijf dat het financiële aspect een bijzondere aantrekkingskracht kan uitoefenen.

Aan de andere kant vraagt de afdeling Wetgeving zich af enerzijds waarom reeds in de oproep tot de gegadigden een beperking wordt ingesteld van het maximumaantal kandidaten dat wordt toegelaten tot de mondelinge proef, die de laatste proef van het aanwervingstraject is, en anderzijds wat met de uitdrukking “indien nodig” wordt bedoeld.

Houdt die beperking verband met het aantal effectief vacante betrekkingen, zoals zou kunnen blijken uit artikel 11, § 1, tweede lid, van het ontwerp? Indien dat de bedoeling is van de steller van de tekst, moet de bepaling duidelijker worden geredigeerd. In dat geval begrijpt de afdeling Wetgeving echter niet hoe de bepalingen onder 4° en 6° van artikel 10 van het ontwerp onderling te rijmen vallen, behalve indien de enige bedoeling van de aanwerving erin zou bestaan om op basis van artikel 10, 6°, van het ontwerp een wervingsreserve aan te leggen.

Hoe dan ook merkt de afdeling Wetgeving op dat artikel 11, § 1, tweede lid, van het ontwerp het geval regelt waarin het aantal kandidaten die het meest geschikt worden bevonden, hoger ligt dan het maximumaantal kandidaten dat tot de mondelinge proef wordt toegelaten, dat overeenkomstig artikel 10, 4°, van het ontwerp zou worden vastgesteld in de oproep tot de gegadigden. Het bepaalt namelijk: “Het aantal laureaten van deze proef mag het aantal voorzien volgens het selectiereglement niet overschrijden. Enkel deze kandidaten worden toegelaten tot de mondelinge proef overeenkomstig § 2”.

Wat dat betreft, laat het ontworpen dispositief na te preciseren op basis van welke objectieve criteria die met het gelijkheidsbeginsel in overeenstemming zijn, de geslaagden al dan niet tot de mondelinge proef worden toegelaten.

Het ontwerp zou in dat opzicht moeten worden aangevuld.

Artikel 11

In paragraaf 1, tweede lid, is sprake van “werkdag”. In de wet van 25 oktober 2015 wordt dat begrip niet gedefinieerd. Aangezien er nergens een duidelijk juridische omschrijving gegeven wordt van dat begrip en het besluit normaal gezien zal worden toegepast in contexten waarin het begrip werkdag kan verschillen, zou dat begrip moeten worden gedefinieerd, ofwel zou moeten worden voorzien in een termijn berekend in “dagen”.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

De onderverdeling in hoofdstukken moet vervallen. Ze draagt niets bij tot de leesbaarheid van een besluit dat zo weinig artikelen bevat.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY